

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Un gouvernement d'ouverture

### L'ÉQUIPE

gouvernementale composée par Raymond Ndong Sima constitue un attelage d'acteurs issus de tous les bords. On y retrouve, les militants du PDG, d'autres partis, la société civile, des militaires, des ressortissants de la diaspora, etc. La mission de chacun est de répondre à une feuille de route du Comité pour la transition et de la restauration des institutions (CTRI).

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

LA composition du gouvernement de la transition répond à la volonté des autorités de ratisser large parmi les forces vives du pays. Du Parti démocratique gabonais (PDG), l'ex-parti au pouvoir, les anciens opposants, la société civile, les militaires, tout le monde y est représenté. C'est vrai, à l'image d'une œuvre qui ne saurait être parfaite, il y a certainement des choses à redire. Toutefois, cette équipe gouvernementale devra correspondre à l'ambition du Comité pour la transition et de la restauration des institutions (CTRI) de traduire en actes sa vision du pays. Autrement dit de le mettre sur les rails afin de participer activement, et surtout, de l'aligner sur une nouvelle gouvernance dont le credo est la transparence en tout point de vue.

Si nombreux sont ceux qui s'attendaient à une véritable "révolution", un nettoyage des écuries d'Augias, parce qu'il fallait privilégier les intérêts de la République, le gouvernement, du moins dans sa composition, est la résultante d'une volonté de fédérer tout le pays autour d'une volonté commune et manifeste d'aller de l'avant. L'unité a donc prévalu pour que chaque pan de la société se retrouve. Au titre de cette approche, il n'est pas surprenant de revoir des anciennes figures arrimées

aux nouvelles têtes, quand bien même connues, autour de Raymond Ndong Sima. Si Camélia Ntoutoume-Leclercq, ministre de l'Éducation nationale, et Raphaël Ngazouze, ministre de la Fonction publique, sont les survivants de l'ancien gouvernement qui n'a pas survécu au renversement de l'ancien régime, des membres de leur formation politique font partie de la nouvelle équipe. Les Jeannot Kalima (Énergie), Flavien Nziengui Nzoundou, (Travaux publics), sont parmi les heureux "camarades" de l'équipe des 27 ministres de la transition dont la durée reste à déterminer. Tout comme, les entrées très remarquées de certains notamment le nouveau ministre des Mines, Hervé Patrick Opiangah, Charles Mba (Comptes publics) et Laurence Ndong, ancienne porte-parole du candidat consensuel d'Alternance 2023 à la présidentielle annulée, (ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement). Dans la même dynamique, peut se comprendre la nomination de Paul-Marie Gondjout, président de l'Union nationale initiale (UNI), ainsi que celle d'André Jacques Augand, ancien vice-président du PDS démissionnaire (Sports).



Photo: Désiré Minkoh/Presse présidentielle

**Le Premier ministre recevant la feuille de route du gouvernement des mains du président de la Transition.**

La société civile, très active et la technocratie sont présentes. C'est le cas de le dire pour le nouveau ministre de l'Économie, Mays Mouissi dont le rapport au vitriol sur les 14 ans au pouvoir du régime déchu, et surtout les analyses économiques, ont longtemps fait les choux gras d'une certaine presse et les salons feutrés d'ici et

d'ailleurs. Il est très attendu, sous le prisme d'une approche qui devra passer de la théorie à la pratique.

Le ministre de la Santé, le professeur en médecine Adrien Mougoungou, et le ministre de l'Enseignement supérieur, le professeur agrégé en sciences de gestion, Hervé Ndoume Essingone, s'inscrivent dans les mêmes

perspectives d'attentes.

L'équipe des 27+1 aura pour cheval de bataille, entre autres, la lutte contre le chômage et la corruption, les activités génératrices de revenus, le climat, la vie chère et le développement des infrastructures. Du moins, chacun sait, en fonction de ses missions, parfaitement où il est attendu.

## Présence notable des figures politiques connues

Juste KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

CELA n'aura échappé à personne. Une des caractéristiques notables du gouvernement de transition rendu public samedi dernier par son chef, Raymond Ndong Sima, réside dans la présence de certaines personnalités notoires connues. Lesquelles ont assumé, à des degrés divers, des responsabilités gouvernementales par le passé. C'est notamment le cas de Camélia Ntoutoume-Leclercq à qui ont échu les clés du ministère de l'Éducation nationale ; de Raphaël

Ngazouze celles de la Fonction publique ; de Flavien Nziengui Nzoundou les Travaux publics ; et Hermann Immongault, les rênes du ministère délégué à la présidence de la République en charge de l'Intérieur.

Des personnalités officiellement encartées au Parti démocratique gabonais (PDG), tout comme Jonathan Ignoumba, promu ministre de l'Agriculture, ou Jeannot Kalima, nouveau patron de l'Énergie. Idem pour Charles Mba ( Budget ), Hervé Patrick Opiangah ( Mines ), respectivement ancien ministre et ancien sénateur, leader de l'Udis. Elles vont siéger aux côtés d'un certain

nombre de représentants de la société civile, de la diaspora gabonaise, et d'officiers supérieurs de nos Forces de défense et de sécurité, entre autres.

Toute chose qui participe de l'ambition du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) de rendre le processus en cours le plus inclusif possible en y associant, autant que nécessaire, toutes les sensibilités politiques de notre pays. Car la page ouverte le 30 août dernier mériterait d'être écrite par l'ensemble des talents de notre Nation. Histoire de l'asseoir sur des bases solides, consensuelles et acceptées par tous, à travers

des institutions fortes.

Ce, en droite ligne des propos tenus par Brice Clotaire Oligui Nguema le 4 septembre dernier. Ce dernier avait clairement indiqué "qu'il est important que les Gabonais de toutes les couches s'accordent pour adopter, par référendum, une nouvelle Constitution ainsi que des Codes électoral et pénal, garantissant à tous les mêmes chances. Notre pays mérite des institutions fortes, crédibles, une gouvernance assainie, plus en phase avec les normes internationales en matière de respect des droits humains et des libertés fondamentales."